

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

La voie du succès

ETCHÉGARAY, le PDG d'Usinor mis en place par le gouvernement Giscard-Barre, a suspendu le plan de restructuration dans ce groupe donc les licenciements qui devaient frapper en particulier Denain et Longwy.

Ce n'est qu'une suspension, certes, mais quelle victoire ! Il y a peu, patrons et ministres affirmaient sur tous les tons qu'il n'en était pas question.

Premier succès acquis de haute lutte, en quelques mois de ripostes graduées mais sans faiblesse et d'une détermination dont aucune promesse ni manœuvre n'est venue à bout, ni les interventions policières à Longwy il y a dix jours, à St-Amand ou à Denain mardi et mercredi.

Premier succès acquis spécialement dans cette bataille de Denain où pendant des heures, les sidérurgistes affrontaient les CRS et dont les échos dans les salons des ministères ou des directions ont pesé lourd dans la décision d'Etchégaray.

Premier succès acquis au prix de sacrifices que depuis des mois consentent des militants, des travailleurs, au prix d'une main arrachée par une grenade mercredi à Denain.

Une main qui crie vengeance comme les licenciements qui menacent toujours appellent d'autres actions et toujours la vigilance et la détermination.

Ce premier succès, c'est un succès de la voie de la lutte avec laquelle ont renoué les sidérurgistes, après en avoir été détournés comme à Thionville ou à Louvroil, ces deux usines du groupe Usinor, liquidées il y a moins de deux ans presque sans combat.

C'est un succès et un encouragement pour tous les travailleurs qui s'engagent toujours plus nombreux sur cette voie.

Notre parti le salue comme tel et comme une contribution remarquable des sidérurgistes à toute la classe ouvrière sur le chemin de son unité, sur de solides bases de classe.

A cet égard notre soutien leur est entièrement acquis et notre appel à la solidarité la plus large toujours et d'autant plus maintenu.

On ne tient que ce qu'on gagne par la lutte, celle de la masse des travailleurs frappant ensemble sur une même cible les patrons et leur État.

Gilles CARPENTIER

A Denain, le temps de la colère

Les sidérurgistes affrontent pendant des heures les CRS

Jeudi matin, les manifestations continuent à Denain pour exiger le départ des forces de police. De nombreux travailleurs sont autour du commissariat



Voir page 3

Il y a eu de nombreux blessés : un ouvrier a eu la main arrachée par une grenade. Mais les CRS, eux aussi, ont eu des blessés dont cinq par balles.

Giscard appelle à l'unité des ministres autour de Barre

COMME prévu Giscard est parti effectuer une visite de trois jours en Roumanie. A la question d'un journaliste de TFI, qui faisait d'ailleurs allusion aux soucis et aux préoccupations des travailleurs concernant l'emploi : « Moi aussi je m'en soucie » a répondu en substance Giscard. Et avec un bel aplomb, il a ajouté que s'il allait à l'étranger, c'était pour ramener des emplois.

En fait, ce qui semble bien plutôt le préoccuper c'est la préparation de la séance extraordinaire du Parlement qui permettrait, il l'espère du moins dans son for intérieur, de désamorcer les luttes pour l'emploi. Hier, déjà, 274 demandes de convocations de réunion du

Parlement en session extraordinaire étaient déjà parvenues sur le bureau du président de l'Assemblée nationale. A ce propos Giscard a déclaré : « Je ne vois pas d'obstacle à la réunion du Parlement en session extraordinaire si la majorité des membres de l'Assemblée la souhaitent et s'il y a accord sur l'ordre du jour ». Il semble prendre de haut cette session extraordinaire de l'Assemblée demandée par le RPR, le PS, le PCF et les radicaux de gauche. Il prendra la décision lundi à son retour de Roumanie.

Officiellement le conseil des ministres n'a pas abordé ce problème. Toutefois, Giscard en a profité pour « rendre hommage » à Barre, quoiqu'en termes pesés : « M. Raymond Barre, a-t-il déclaré, a clairement exposé

à la télévision les objectifs de l'action gouvernementale, et le sens de l'effort demandé au pays pour bien préparer l'avenir de la France ». Si Barre a bien exposé ces objectifs, en tout cas les travailleurs ne l'ont pas compris. Pendant que Giscard parlait, les cheminots étaient

tous en grève, les sidérurgistes de Denain affrontaient les CRS, les travailleurs de la SFP refusaient les conditions de Clermont-Tonnerre et les postiers poursuivaient leur mouvement. Giscard a appelé à l'unité des ministres autour de Barre. Ce dernier en a bien besoin.

8 mars : journée internationale des femmes

Voir en pages 4, 5 et 8

Journée internationale des femmes

MANIFESTATION

Le 8 mars à l'appel de plusieurs associations et organisations

Rassemblement

à 22 heures à la mairie du 18^e à Paris

Femmes chinoises, qui êtes-vous ?

FEMMES chinoises, qui êtes-vous ? Longtemps, certaines d'entre nous, par idéalisme, ont voulu vous voir *entièrement* émancipées, libérées de toute conception féodale ou bourgeoise. D'autres, au contraire, par peur de la révolution, vous présentaient comme d'horribles épouvantails, toutes habillées pareil, c'est-à-dire comme les hommes (eux aussi en uniforme, disait-on), mais la réalité n'est pas si simple.

La marche vers l'émancipation des femmes est une longue marche, surtout pour les Chinoises qui, comme beaucoup de femmes du tiers monde, vivaient, il n'y a pas encore si longtemps, sous le règne obscur du féodalisme.

Femmes aux pieds bandés, fillettes-fiancées vendues pour quelques sous, bébés noyés parce que considérés comme des bouches inutiles à nourrir, femmes répudiées car stériles : ce ne sont que quelques aspects, parmi les plus criants, de l'effroyable oppression de la femme chinoise, avant la Révolution.

Et, quand on commence à tracer le long chemin de l'émancipation de la femme, ce chemin qui se poursuivra jusqu'au communisme, eh bien, il faut d'abord

commencer par enlever les obstacles les plus gros, ceux-là que nous, femmes des pays capitalistes développés, n'avons pas connus car le féodalisme est déjà loin derrière nous (vous vous imaginez en train de lutter au sein de votre organisation de femmes contre les pieds bandés ou le mariage forcé de fillettes de 10 ans ?).

Dans la Chine socialiste d'aujourd'hui, malgré l'abolition des lois rétrogrades féodales, il arrive encore (rarement) que l'organisation des femmes doive intervenir dans une famille pour empêcher un mariage arrangé.

LE DROIT AU TRAVAIL

Alors, s'agit-il de dire que le socialisme n'a rien

changé pour la condition de la femme chinoise ?

Non, bien sûr. Car, d'abord — et c'est la clé sans quoi rien n'est possible — les centaines de millions de Chinoises ne sont plus des « bouches inutiles à nourrir », tout juste bonnes à procréer ou à être répudiées si elles sont stériles, les centaines de millions de Chinoises sont entrées dans la production sociale : ouvrières, paysannes, intellectuelles, elles représentent environ 48 % de la population active, soit pratiquement un travailleur sur deux. C'est absolument impensable dans un pays du tiers monde qui n'a pas fait la révolution et où déjà les hommes ont du mal à trouver du travail, mais c'est aussi un pourcentage beaucoup plus élevé que la France, avec ses 38 %.

LE TEMPS DE VIVRE

En même temps que l'entrée des femmes dans la production, l'État chinois a pris un certain nombre de mesures concrètes pour protéger les femmes contre les abominables coutumes féodales. Plusieurs droits spécifiques à leur sexe leur sont aussi accordés comme la contraception et l'avortement libre et gratuit revendication pour laquelle nous nous battons en France, pays si « avancé » depuis des années, congés pendant les règles, congés de maternité, droit, largement pratiqué, de conserver son nom après le mariage et même de le faire porter à

ses enfants. Sur le plan matériel, la multiplication des crèches, écoles maternelles, cantines, souvent sur le lieu de travail, favorise l'allègement de la journée de travail de la mère. L'objectif est de laisser plus de temps libre aux femmes pour leurs loisirs, leur culture, leur niveau politique.

TRENTE ANS. C'EST PEU

Pourtant, cela ne signifie pas pour autant qu'en Chine, hommes et femmes considèrent tous la femme comme l'égal de l'homme ; des femmes vous diront sans sourciller qu'il est « normal » que l'éducation des enfants leur revienne entièrement, que la cuisine et la lessive soient leur lot quotidien. Car la lutte contre les conceptions retardataires est un combat de longue haleine : 30 ans de socialisme ont permis de balayer un certain nombre de pratiques et d'idées, couramment répandues dans de nombreux pays, surtout du tiers monde. Mais on est encore loin d'avoir résolu cette contradiction plus que millénaire entre les hommes et les femmes. Et il serait bien gauchiste, de l'exiger !

La différence essentielle entre notre combat à nous, femmes de pays capitalistes, et le vôtre, femmes de pays socialiste, c'est que nous nous battons contre notre système, tandis que vous vous appuyez sur votre système social pour avancer dans votre émancipation.

Claude LIRIA

Raid vietnamien à la frontière thaïlandaise

SELON un journal thaïlandais, un incident de frontière a opposé le 4 mars des troupes vietnamiennes qui occupent le Cambodge à des soldats thaïlandais, à l'intérieur du territoire thaïlandais. Les troupes vietnamiennes ont lancé ce raid à 3 heures du matin, près de la ville de Aranyaprathet, tuant un soldat thaïlandais et en blessant deux autres. L'attaque a duré trois heures.

Malgré les tentatives diplomatiques pour présenter cette attaque comme une incursion accidentelle, sans participation vietnamienne évidente, le récit de plusieurs villageois ne laisse planer aucun doute sur la présence de troupes vietnamiennes lors de ce raid. Ces paysans thaïlandais ont raconté que les assaillants portaient des casques et des uniformes vietnamiens et qu'ils parlaient aussi vietnamien.

L'explication de cette attaque en territoire thaïlandais est que les dirigeants vietnamiens tentent d'intimider le gouvernement thaïlandais : ils veulent le dissuader d'accepter le passage d'armes chinoises par la Thaïlande, armes qui servent aux patriotes cambodgiens en lutte contre les occupants vietnamiens.

La Turquie en première ligne

L'INTERET stratégique de la Turquie ne cesse de grandir pour les occidentaux depuis que l'Iran a cessé d'être leur bastion dans la région. Au sommet de la Guadeloupe les pays industrialisés se sont mis d'accord sur le principe d'une « opération sauvetage » de l'économie turque, mais le gouvernement Ecevit trouve que le passage du principe aux mesures concrètes tarde trop. Le ministre turc des Finances vient de se rendre à Paris et à Bonn pour tirer la sonnette d'alarme.

La situation de la Turquie est en effet catastrophique : inflation dépassant 50 % et masses populaires victimes de la pénurie. En outre la violence politique a fait plus de mille morts en un an et le gouvernement craint de ne plus pouvoir contrôler la situation si aucun remède sérieux n'est apporté à la crise.

Le premier ministre Bulent Ecevit, repoussant les exigences du FMI (fonds monétaire international) et de l'aide internationale, a récemment accordé des hausses de salaires allant jusqu'à 70 %. Il estime en effet qu'une austerité qui refuserait de tenir compte des difficultés sociales, comme l'exige le FMI, conduirait son gouvernement à un « suicide politique ».

Les capitalistes occidentaux sont maintenant acculés à choisir entre leurs intérêts financiers et leur intérêt stratégique.



Il y a 30 ans, ces deux fillettes d'une minorité nationale chinoise seraient peut-être déjà mariées de force. Peut-être seraient-elles abandonnées par leurs familles ou vendues

SNCF PTT SFP

Le secteur public face au gouvernement

DEUX luttes sont en cours dans le secteur dit public, à la SNCF et dans les centres de tri de Paris et de la banlieue parisienne.

De plus mercredi aura été journée de grève quasi générale dans les chemins de fer. Quel premier bilan tirer de ces luttes encore en cours ou qui se finissent.

LA GREVE A LA SNCF

Depuis 1953, les sept fédérations de cheminots n'avaient jamais plus fait de grève en commun. Les menaces qui pèsent sur des dizaines de milliers d'emplois et la disparition de dizaines de gares jugées non rentables par les capitalistes ont développé un courant d'unité d'abord à la base chez les cheminots puis entre les différentes fédérations.

La grève a été très fortement suivie jusque et y compris dans des gares comme gare de l'Est à Paris qui n'a pas une réputation de grande combativité. Les pourcentages importent peu à la limite.

Ce qu'on peut dire c'est que la grève a été très massivement suivie parce que les conditions sont réunies dans le personnel pour que des luttes de plus grande ampleur éclatent comme cela avait été le cas en 1971 lors de la grève pour la prime de vacances.

Les manifestations qui ont eu lieu comme à Rennes ont été très combatives. Il se passe quelque chose chez les cheminots et on en reparlera très bientôt.

On en reparlera d'autant qu'une large bataille a été engagée depuis plusieurs mois par les usagers du rail (nous parlons ici des blocages de gares pour protester contre les fermetures de ligne) et qu'un début d'unité s'est réalisé entre ces usagers et les travailleurs du rail. A meilleure preuve la grève de la gare de Lyon à Paris, il y a maintenant quelques temps de cela.

L'administration qui fait tout pour diviser les travailleurs qui empruntent le train pour se rendre à leur travail et ceux qui les y conduisent devra revoir sa politique, car elle commence à se casser les dents, et comme chacun sait une dent cassée ça fait très mal, en l'occurrence ici au portefeuille du gouvernement et des ex-sociétés privées toujours actionnaires de la société nationale.

LA SITUATION DANS LES PTT

Au moment où nous écrivons ces lignes, 24 centres de tri sont en grève à Paris et dans la banlieue parisienne. Là aussi les postiers ont de sérieuses raisons de lutter. Outre les conditions de travail qui se dégradent sans cesse parce que l'administration n'embauche qu'au compte-goutte ou pas du tout, l'avenir des travailleurs de la poste est des plus sombres.

Ce n'est pas un hasard si les centres de tri automatique sont devenus un lieu de lutte très important. L'administration avait espéré briser la combativité des centres de tri traditionnels en créant de petits centres mécanisés avec beaucoup moins de personnel.

Mais là aussi le plan semble avoir lamentablement échoué. Le travail des agents y est encore plus abrutissant que dans un centre de tri ordinaire et l'encadrement déjà fort au point dans les centres traditionnels est encore plus féroce, ce qui est peu dire.

A quoi rime alors la décision des fédérations d'appeler à une grève pour le 28 mars ?

Alors que le climat est à la lutte depuis de nombreux mois (plus de 400 grèves locales depuis septembre 1978) les fédérations n'ont appelé jusqu'ici qu'à des grèves minable de 24 heures sans perspective autre que d'attendre la suivante.

Elles reproduisent aujourd'hui le même scénario que l'an dernier avant les élections législatives — vous savez celles qui devaient nous apporter le bonheur, la fin de l'exploitation et à cause desquelles aucune lutte d'ampleur ne devait être déclenchée. Comment peut-on laisser entendre que les centres de tri pourraient rester seuls en lutte jusqu'au 28 ? L'extension de la grève n'est-elle pas à l'ordre du jour si les postiers veulent gagner ?

ET LA SFP

Les malheurs d'Antoine ne semblent pas avoir de fin. Non seulement il n'arrive pas à se faire comprendre des travailleurs, mais encore il va se retrouver tout seul à négocier car personne ne veut plus lui parler. Il va être mis en quarantaine.

Les travailleurs de la SFP appellent les autres travailleurs de l'ex-ORTF

Un tract sur les luttes en cours dans les PTT est disponible au journal



Mercredi à Denain

à reprendre la lutte. La situation semble évoluer lentement vers l'isolement du gouvernement. Ce qui est une bonne chose en soi mais ne suffira pas à entamer son plan de restructuration dans le secteur de l'audiovisuel.

OU EST LA MINORITÉ

Le gouvernement, les administrations des postes, de la SNCF déclarent que ces mouvements de grève sont le fait d'une minorité qui profite de l'occasion pour faire la fête et dire que l'action des grévistes gêne ceux qui travaillent. Ainsi les patrons des PME envisagent de former des com-

mandos de barbouzes pour attaquer les grévistes des centres de tri aujourd'hui en grève ou de monter des réseaux parallèles.

Pour en arriver là il faut croire que ce sont eux qui sont minoritaires et qu'ils ont surtout peur que leurs profits baissent. C'est ce qui déclenche leur réaction.

Parce que vous savez les travailleurs, ils savent les jeter à la rue comme les grands patrons, les petits patrons. Quant aux larmes de crocodiles des différents personnages peu recommandables du gouvernement, elles ne peuvent émouvoir les travailleurs des secteurs concernés qui se voient sans cesse moins nombreux pour affronter un travail croissant.

Yves LEPIC

Un départ de Paris-Nice bien mouvementé

Les travailleurs de la SFP y étaient !

Le mercredi 7 mars, l'intersyndicale est allée chercher les documents à la direction de la SFP (réfugiée à l'Empire et protégée par les flics), documents faisant apparaître une diminution des licenciements correspondant à l'augmentation de la production promise par Lecat. Quand l'assemblée générale a appris que cela ne faisait que 24 licenciements en moins, ce furent des sifflets qui accueillirent cette proposition de la direction. L'intersyndicale a alors proposé une motion déclarant que cette réponse constituait une rupture des négociations et donc un appel aux autres sociétés à se réunir en assemblée générale, le jeudi 8 mars, pour décider de la suite à donner au mouvement.

Pendant ce temps, au moins 200 des grévistes actifs de la SFP ont copieusement perturbé le prologue du Paris-Nice de 14 h à 15 h.

La nuée de flics qui n'osait pas frapper devant toute la presse, le public, les camarades de Radio-France, a eu du mal à les refouler une première fois.

Les grévistes ont alors investi le podium de France-Inter. La sono fut vite coupée. Les badges et les affiches ont volé en l'air. Le podium fut vite décoré de « Pas un seul licenciement à la SFP », « SFP, Radio-France, même combat », « ORTF, ça continue... ».

Les grévistes mécontents d'avoir été refoulés sont de nouveau entrés en piste au milieu de l'arrivée et, là, les flics ont eu encore plus de mal à les refouler. Ils s'y sont mis à deux fois plus et quelques képis ont volé. Il y a eu un début de bagarre.

L'opération terminée, une centaine de flics ont suivi les grévistes jusqu'au métro où le public de Paris, de Mirabeau aux Buttes-Chaumont, a pu entendre des restes de cette manifestation qui a continué jusqu'aux Buttes-Chaumont où la voiture des Renseignements généraux s'est vue décorée d'un « SFP en grève » à la peinture.

A Denain

Le temps de la colère

« JOURNÉE d'émeute » dit-on à propos des affrontements qui ont opposé des heures durant les sidérurgistes de Denain aux forces de l'ordre capitaliste. Il est des traditions inscrites dans chaque pierre de cette ville, dans chaque grand moment de son histoire, venues du fond des mines et de l'enfance de la classe ouvrière.

Cette ville ouvrière, ramassée autour des hauts-fourneaux et des ateliers d'Usinor — ceux-là mêmes que veulent fermer les seigneurs d'aujourd'hui : banquiers, maîtres de forges, barons de l'acier et leur gouvernement — a retrouvé au fond d'elle-même ce qui lançait les mineurs jadis contre les cuirassés ou, déjà, contre les CRS en 1948 : l'esprit de lutte, le sentiment, la fierté de classe, l'esprit de riposte du tac-au-tac aux attaques patronales.

C'est bien la voie à suivre, la voie qu'ils suivent depuis le début, depuis le 12 décembre, depuis l'annonce des licenciements, avec chaque fois un pas de plus dans la détermination, dans le niveau de la riposte et la force du coup, à l'unisson avec leurs frères de Longwy.

Bataille de classe qui s'est concentrée à Denain comme à Longwy autour du commissariat de police : cette présence, la plus directe, de l'appareil d'Etat capitaliste.

Et comme au temps des mineurs, leurs ancêtres, aujourd'hui à Denain, ce qui frappe, c'est cette unité de la population entre les anciens et les jeunes, les hommes et les femmes, autour de son noyau essentiel : les sidérurgistes.

Ici, pas besoin de grand discours. Il y a des choses

qu'on sait, toute une éducation de classe qui repose sur des générations...

Mardi, à Saint-Amand-les-Eaux, après une heure d'affrontement avec les CRS qui veulent empêcher le blocage de la grand-place, les sidérurgistes s'en vont ; les CRS bloquent le dernier car, cassent les vitres, jettent dedans des grenades lacrymogènes, font descendre les gars et en tabassent six.

Alors, mercredi matin, pour la riposte, les 3 000 sidérurgistes, regroupés à l'appel de l'intersyndicale à 9 h, entendent la proposition de cette dernière : blocage de l'autoroute. Mais, la veille, à la tête des CRS, on a reconnu le commissaire de Denain... Alors, les 3 000 sidérurgistes sortent de l'usine. Ce n'est pas vers l'autoroute qu'ils veulent aller. On entend dans le cortège : « Au commissariat ». Et c'est là qu'on va.

Emeute ? C'est bien plutôt une colère de classe, déterminée : une volonté de riposte du tac-au-tac à toutes les agressions. Et pas symboliquement, mais des coups portés à la mesure des coups reçus.

Et pendant la bataille, pendant cet affrontement dont les échos secouaient les ministères jusqu'à Paris, à Paris justement, Etchegaray, le PDG d'Usinor, l'homme mis en place par Giscard pour restructurer la sidérurgie et organiser les licenciements, suspendait son plan « tant que les négociations sur les problèmes industriels et sociaux ne seront pas terminées ».

Une victoire, du moins un pas certain vers elle, acquise sur le pavé de Denain, à la force des poings serrés des milliers de sidérurgistes.

Il y a aujourd'hui bien d'autres luttes en cours : centres de tri, employés d'assurance et tant d'autres.

Elles ne sont pas sans lien avec celles de sidérurgistes. D'abord parce que les mêmes coups frappent partout les travailleurs. Et aussi parce que la voie ouverte de la riposte déterminée, du tac-au-tac, a fait renaître un espoir : celui de stopper enfin l'offensive patronale développée, aggravée au fil des plans Barre auxquels une autre voie — celle prônée pendant des années par les leaders des partis de gauche — avait laissé le champ libre.

Cet espoir, cette voie de la riposte, de la lutte résolue dans les entreprises, dans la rue, c'est tout cela que la classe ouvrière retrouve au plus profond de sa mémoire, à Denain, à Longwy.

Cela n'est-il pas mille fois plus important que le bruit de session parlementaire extraordinaire et autres manœuvres politiciennes.

Gilles CARPENTIER



Mercredi à Denain

DEVANT le commissariat sont massés les CRS les voies d'accès bloquées par des engins sortis d'Usinor, les renforts auraient quelques difficultés à venir !

Des heures d'affrontement : pierres, boulons, bouteilles, morceaux de bois contre grenades lacrymogènes, balles en caoutchouc. Les CRS chargent et font refluer les travailleurs vers la rue principale, la rue de Villars mais les travailleurs reviennent.

Vers midi, lors d'un violent corps à corps, un travailleur à la main en partie arrachée par une grenade.

Un peu plus tard, les CRS ne sont repliés vers le commissariat. La population est dans la rue : jeunes sortis des écoles, femmes. Un sidérurgiste montre dans un mouchoir le morceau de main arrachée de son camarade : « A Denain, maintenant, n'importe quel flic va prendre pour les autres ».

Tout l'après-midi, la lutte continue dans les rues tout

autour du commissariat. Des milliers de personnes sont dans la rue de Villars où les sidérurgistes ont monté des barricades avec les planches des plaques de ciment, de même que dans d'autres artères de la ville.

La rue est peu à peu enfumée complètement.

Un appel à retourner à l'usine lancé par le responsable CGT d'Usinor et Henri Fievez, le maire de la ville, n'est pas écouté.

Certains sidérurgistes ont

maintenant pris des masques contre le gaz.

Jusqu'en fin de soirée des sidérurgistes continueront à charger les flics, repliés sur le commissariat : « Nous sortirons les fusils de chasse. On nous prend notre travail, mais maintenant ils nous frappent quand on sort de l'usine ».

Un tract de l'intersyndicale appelant à « entrer immédiatement dans l'usine pour l'occuper » circule « occuper quoi... on reste ici » disent les manifestants.



8 mars, journée internationale des femmes

La lutte des femmes pour leur émancipation a son histoire

TOUS ces messieurs de la bourgeoisie, Ceyrac et Giraud en tête, essaient de faire croire que le destin des femmes est d'élever leurs enfants et de rester à la maison. Pour eux, le travail des femmes serait « un fait de société », la conséquence de la « modernisation », de la « libéralisation des mœurs ». La vocation des femmes pour eux serait d'être au foyer. Rien n'est plus faux, et l'histoire est pleine de faits qui montrent que les femmes ont pris leur part de la lutte de la classe ouvrière.

LE 8 MARS 1857

La classe ouvrière s'est donnée une journée anniversaire pour commémorer et symboliser sa lutte : le 1er Mai. Les femmes elles

aussi ont leur journée où elles expriment l'aspect spécifique de leur lutte dans celle de la classe ouvrière, c'est le 8 mars. Une journée souvenir et en même temps une journée de lutte. Malheureusement, cette journée reste encore trop oubliée.

En 1857, à New York, les ouvrières du textile sont en grève. Elles réclament une journée de travail de 10 heures au lieu des 15 heures ou 16 heures que les patrons leur imposent.

Elles veulent de meilleurs salaires et des conditions de travail salubres. Le 8 mars, elles manifestent et en réponse la police américaine charge avec violence. Plusieurs couturières sont tuées. Les ouvrières américaines font le serment de se souvenir de leur martyrs.

Puis le mouvement socia-

liste se construit et les femmes y ont leur part.

AU CONGRÈS DE 1910 CLARA ZETKIN PROPOSE LE 8 MARS JOURNÉE INTERNATIONALE

Dans le mouvement socialiste allemand, au début du siècle, un journal des femmes est créé. Son nom est significatif : « L'Egalité ». Il est dirigé par Clara Zetkin et c'est Clara, qui en 1910, propose lors d'une conférence sur les femmes, qu'il y ait une journée internationale pour les femmes. C'est elle qui propose le 8 mars. Depuis, les femmes qui luttent restent très attachées à cette date. Même dans les circonstances les plus difficiles.

LE SYMBOLE DE LA LUTTE DES FEMMES

Ainsi, en Italie, le 8 mars 1943, les femmes ont manifesté contre le fascisme et Mussolini.

A Ravensbruck même, dans le camp de la mort elles ont marqué le 8 mars 1945, le souvenir de leurs héroïnes.

Beaucoup plus tard, en Espagne en 1975, elles ont encore manifesté contre le fascisme et la répression de Franco.

Quelques dates symboliques car la lutte des femmes ne s'est jamais enfermée dans des anniversaires. Les femmes se sont engagées dans toutes les luttes, les luttes pour le pain, les luttes pour la liberté.

Elles ont participé et participent encore à toutes les luttes, qui ne peuvent pas prendre un réel caractère de masse sans leur engagement.

UNE LUTTE SPÉCIFIQUE

Mais les femmes se battent aussi pour leurs droits propres. Et cette lutte là, spécifique se heurte à bien des difficultés. La lutte pour l'égalité n'est pas encore gagnée.

Il n'y aura pas bien sûr, de libération de la femme, dans une société où tous les hommes ne sont pas libres, où l'exploitation est maintenue. Mais de plus en plus les femmes comprennent qu'il leur faut prendre en main la lutte pour leurs droits dès maintenant. Elles se mobilisent de plus en plus

sur les aspects spécifiques de leurs conditions.

En France, en 1979, une des étapes est d'obtenir un droit véritable à la contraception et l'avortement libre et gratuit.

Elles se mobilisent, comme leur mari, pour le droit au travail gravement menacé par le gouvernement Giscard-Barre. Leurs luttes transforment aussi les rapports familiaux et peu à peu le carcan éclate...

Qui peut imaginer encore qu'il y a à peine 45 ans, les femmes, qui n'avaient pas le droit de vote, ne pouvaient rien faire sans l'autorisation de leur maris ou père) ni se présenter à un examen ni ouvrir un compte en banque ou faire un passeport ?

Claire MASSON

Paris-Chèques, entreprise de femmes

La difficulté de mettre en place une vie syndicale

LA vie syndicale est souvent difficile à animer. Tous les militants (es) se sont heurtés à ce problème : celui de réunir, de mobiliser, de faire discuter travailleurs et travailleuses. En période de lutte, il faut organiser mais tout le reste du temps le principal obstacle est celui des divisions multiples imposées par l'organisation du travail.

C'est de cette difficulté bien sûr dont me parlent en premier les syndicalistes de Paris-Chèques que j'interroge.

6 000 à 7 000 travailleurs, des femmes en majorité, viennent tous les jours à Paris-Chèques. C'est une énorme entreprise. Et la division est au maximum : division en deux immeubles, à Montparnasse et à Bourseul ; division des centres qui regroupent de 800 à 1 000 travailleurs chacun et, en-dessous, les services qui correspondent à un certain type de travail :

arrivées, terminaux, vérification, réclamations, etc.

C'est déjà beaucoup mais il y a en plus les horaires de travail et c'est le plus difficile. A Paris-Chèques, il y a sept horaires différents, les brigades, le « mixte » (8 h 45-13 h, 13 h 45-17 h), les vacances uniques (l'après-midi), les matinées (7 h-13 h), la brigade intégrale, la nuit (où il n'y a pas de femmes...).

JAMAIS LIBRES EN MEME TEMPS

Cela fait des centaines de travailleurs qui ne sont jamais libres en même temps. Quant aux heures de pose, elles sont, elles, aussi décalées selon les services.

Les syndicats sont contraints à reprendre la division et CGT et CFDT ont mis en place des sections par centre, coordonnées par une commission exécutive, élue par le congrès à la CGT et avec des représentants de chaque section au prorata des syndiqués pour la CFDT.

Pour réunir les syndiqués, la CFDT utilise au maximum les « heures de détachement » que l'administration accorde à chaque syndicat en fonction du nombre de voix. Ces heures, réparties entre les adhérents, permettent de s'absenter sans perdre de salaire. Un peu moins de la moitié des adhérentes CFDT y ont recours car il faut avertir le chef de service et ce n'est pas toujours facile. En plus, ça risque de créer un fossé entre les syndiquées et les autres qui doivent souvent faire la part de travail de celle qui est partie.

À la CGT, les militantes prennent la majorité des heures pour mettre en place une structure de permanentes. Des difficultés apparaissent dans les deux cas car à la CGT, c'est difficile de connaître le point de vue des adhérentes, mais à la CFDT, il y a un manque de structure certain.

EN DEHORS DU TEMPS DE TRAVAIL, IL Y A ENCORE DU TRAVAIL

En dehors du temps de travail, m'expliquent les mi-

litantes, il est vraiment difficile de réunir les femmes, surtout celles qui ont des enfants. Il y a bien une petite garderie, mais pour 40 enfants seulement. De toute façon, ça ne règle pas la question puisque les femmes doivent retirer leur enfant immédiatement en sortant. Pas question de rester en réunion et de discuter entre nous au café.

Il y a aussi les transports, et comme ils sont d'en moyenne d'une heure et demie, la journée de travail est terriblement rallongée et pénible. Qui va emmener des enfants dans de longs trajets où il faut sans arrêt courir pour les correspondances entre métro, train et bus ? La plupart des travailleuses des chèques utilisent les trois.

PRENDRE LEURS LUTTES EN MAIN

Alors ce qui se développe, c'est le « couple Paris-Chèques », c'est-à-dire que le mari se fait embaucher (on embauche de plus en plus des hommes... une mixité qui inquiète les femmes car c'est leur emploi qui est menacé au fond).

Il travaille en brigade inverse et garde les enfants. Conséquence : le temps est encore plus chronométré à la sortie !

Problèmes multiples des femmes qui travaillent, et les deux syndicats ont des commissions femmes pour essayer de mieux les prendre en compte.

Car l'important, c'est que les femmes qui peuvent se mobiliser dans de grandes grèves, comme on l'a vu aux Chèques en 1974, ne se laissent pas déposséder de leur lutte et en prennent effectivement la direction.



Lors d'une assemblée générale de la SFP

FEMMES PAYSANNES

Témoignage

Double journée de travail ... mais ni statut ni salaire !

FEMMES de paysans, femmes de petits commerçants, elles ont des conditions de vie encore pires : elles font une double journée, mais n'ont ni statut, ni salaire. Parce qu'elles « aident » leurs maris, elles n'ont ni indépendance, ni aucun avantage social. Elles font pourtant souvent une véritable journée de travail et ni la ferme ni le magasin ne peuvent tourner sans elles. Mais ce travail n'est pas plus reconnu que celui de la femme au foyer.

Voici des témoignages de paysannes des Côtes-du-Nord, recueillis par le journal *La Faucille*.

Annie et Alain ont une ferme de 23 hectares et 28 vaches. Ils sont jeunes et ont deux enfants en bas-âge. Annie vient de la ville et a tout appris sur le tas : la traite, le vêlage. Elle participe à tous les travaux tout en s'occupant des enfants : « *Les enfants, ça change tout ; c'est impossible d'emmener les gosses dans la salle de traite ; un vrai courant d'air, des bruits, et de l'humidité partout* ». Alors, c'est surtout à l'intérieur qu'on travaille et il y a à faire !

nage, la gestion, la couture, les soins aux poulets et aux lapins, bref au niveau aide-soignante ou aide-familiale, mais le métier, on ne nous l'apprend pas. Gosses ou pas, formation ou pas, pourtant il faut travailler ; on ne peut pas se tourner les pouces.

AUCUN AVANTAGE SOCIAL

Pour l'accouchement, nous avons dix jours, c'est tout. Bien souvent on fait encore la traite la veille — et c'est dur quand on est enceinte de se courber ou de risquer un coup de sabot — et encore ces dix jours ne sont pas remboursés à 100 % mais à 75 %. Si on fait appel à un vacher, pour dix jours on doit payer le quart ; en fait cette loi est surtout uti-

le aux riches car on ne peut se permettre d'employer quelqu'un pour nous remplacer, ce que nous voulons, c'est dix jours gratuits...

LA TRIPLE JOURNÉE DE TRAVAIL POUR LOUISE

Quand les femmes d'agriculteurs sont obligées de travailler à l'extérieur car le revenu de la ferme est insuffisant pour la famille, c'est alors une triple journée que la femme est obligée d'assumer.

A 6 h 30 ou 7 h, on est debout ; les cinq vaches à traire, s'occuper de la maison et encore on s'arrange avec mon mari, c'est lui qui donne à manger au gosse, et après je file en vélomoteur au travail : 30 heures par semaine dans une charcuterie à nettoyer les abats, vider, gratter, fu-

mer le saucisson (avec de l'asthme en prime), cuire les pâtés, le tout pour 1400 F par mois et des conditions de travail dures ; un chaud-froid permanent : on passe de la chambre froide au four sans arrêt.

A midi, je me dépêche de rentrer et encore mon mari m'aide ; je repars. Le soir, il faut encore s'occuper du jardin, des poulets, vider le fumier sous les lapins et, à certaines saisons, biner, ramasser les pommes ou le foin.

« *Quand je m'assois un peu pour parler, je le regrette après car il faut se dépêcher encore plus* ».

Pourquoi travaille-t-elle au dehors : « *Parce qu'on n'y arrivait plus* ». Evidemment.

Résignée ? Certainement pas, elle a appris que rien ne tombe du ciel. Avant de travailler à la charcuterie, elle a été licenciée et obligée de se bagarrer pour récupérer les arriérés non-touchés.

Pour aider ces femmes à quitter leur bourreau, à se retrouver, le *Women's aid* est créé en 1971, en Angleterre, à l'initiative de femmes qui voulaient en rencontrer d'autres. Par la suite, le *Women's aid* est devenu un refuge pour les femmes battues.

Il les accueille, les soutient moralement, les informe sur les procédures de divorce ou de séparation. Par la suite, d'autres *Women's aid* se sont créés un peu partout.

En France, et plus particulièrement à Paris, des foyers se sont ouverts accueillant des femmes battues.

Pour tous renseignements : *SOS femmes battues* 7, rue du Landit - 93 Cllichy-sous-Bois. Tel : 731-51-69 tous les jours, sauf le dimanche de 10 h à 15 h.



Les femmes de petits paysans, travailleuses à part entière, mais cantonnées dans des tâches n'exigeant ni formation ni qualification

Non au label de qualité pour les femmes

L'

ELECTION de la reine du village ou de la rosière est une coutume vivace, encore et surtout à la campagne. Le choix de la plus jolie fille du pays suit la même démarche que l'élection de Miss France ou celle de Miss monde. Il obéit à des critères d'esthétique qui classent les filles selon leur beauté comme si elles étaient du bétail en exposition.

Un paysan de Bretagne nous a raconté quelle lutte a été menée contre ce genre de pratique.

— HR : Tu parlais des élections de la reine, tu as une expérience non ?

R : L'année dernière le problème des élections de la reine s'est posé au comité des fêtes auquel j'appartenais. Dans la commune d'à côté, trois filles s'étaient présentées ; d'autres s'étaient cachées dans les wc pour ne pas se présenter. A l'entrée des bals les gars disaient : « *Tiens voilà la reine* ». Ils exerçaient des pressions en quelque sorte pour qu'elles se présentent. Elles se faisaient taquiner, quoi.

ON A LANCÉ UN COMITÉ DE BOYCOTT

Alors on s'est dit qu'il fallait faire quelque chose, avec des gars du MRJC* entre autres. Alors on a lancé un comité de boycott.

On a fait des placards dans la ville, dénonçant l'élection des reines. Ça a fait du bruit dans ma

commune. On a fait un tract qu'on a distribué de la main à la main. Certains ont repris ce tract et l'ont distribué plus massivement encore. Ça a été vraiment bien reçu.

— HR : Et l'élection a eu lieu ?

R : Oui, trois filles se sont présentées alors que d'habitude il y en a huit ou neuf ; ensuite les trois filles ont regretté un peu.

Cette campagne a eu une certaine répercussion. Dans la commune d'à côté l'élection a été annulée parce que les bourgeois avaient peur. Et dans une autre commune il y a eu une seule fille à se présenter.

POURQUOI CES ELECTIONS DE REINE A LA CAMPAGNE

— HR : Quelle analyse fais-tu des élections de reine à la campagne ?

R : Deux choses interviennent. D'abord, les élections renflouent les caisses, puisque l'élection des reines est payante. Ensuite, elles jouent à fond sur l'exploitation des femmes.

Au début je ne voyais pas tous ces problèmes. Je me rappelle, il y a six ans, j'étais au comité des fêtes et j'étais de ceux qui proposaient les élections des reines pour renflouer les caisses.

(*) MRJC : Mouvement rural de la jeunesse chrétienne.

Livre

« Crie moins fort, les voisins vont t'entendre »

Erin Pizzey,

Editions des femmes

Les femmes battues, oui elles existent. Le livre « *Crie moins fort, les voisins vont t'entendre* » en est un douloureux témoignage.

Ces femmes mènent des vies infernales, craignant à chaque instant les coups qui pleuvent.

Ce qui est très dur pour elles, c'est l'indifférence devant laquelle elles se trouvent :

— Les gens font passer le respect de la vie privée avant tout et, par conséquent, ne bougent pas le

pétit doigt pour leur venir en aide ;

— Les flies, lorsqu'ils daignent venir, ne font que conseiller à la femme de divorcer ;

— Certains toubibs et avocats n'informent pas réellement les femmes sur leurs droits.

Dans ce contexte, les femmes battues, voulant échapper à leur calvaire, connaissent énormément de difficultés. Parfois, elles sont sans ressources, sans toit pour se réfugier.

Pompiers d'Ajaccio

Interview réalisée par notre correspondant en Corse

La Mairie RPR-bonapartiste a du céder



Les sapeurs-pompiers d'Ajaccio ont plié les tentes qu'ils avaient plantées pour établir leur bivouac. Ils ont regagné leur caserne après une matinée bien chargée. Sur la photo, on les voit réclamer leurs revendications au mégaphone à l'hôtel de ville

COMME dans bien des régions de France, au cours de ces derniers mois, les pompiers corses sont entrés en lutte pour leurs revendications. Grâce à l'unité qu'ils ont su construire, grâce aux multiples actions de popularisation, ils ont gagné.

HR : Pouvez-vous rappeler les revendications des pompiers ?

R : La revendication principale était le manque d'effectifs ; nous étions 29 pour 69 000 habitants, ce qui nous poussait à faire des semaines de 84 heures. Nous demandions aussi la titularisation de trois de nos camarades qui étaient auxiliaires et qui avaient un salaire inférieur aux nôtres, tout en faisant le même travail.

HR : Comment vous êtes-vous organisés ?

R : Face au réalisme et à l'indifférence de la municipalité d'Ajaccio devant nos revendications, nous décidons de nous mettre en grève et de porter sur la place publique nos problèmes. Nous confectionnons des panneaux explicatifs afin de sensibiliser la population. Le jeudi 1er février, nous venons sur la place de la mairie avec les véhicules d'incendie, nos panneaux et nos tracts, nous ouvrons un cahier de pétitions, nous tenons une conférence de presse sur les lieux : pas de réaction des pouvoirs publics.

LE BIVOUAC

En assemblée générale, nous avons décidé de planter les tentes et de camper. Nous assurons malgré tout une permanence ; nous ferons d'ailleurs quatorze interventions pendant cette journée. Le deuxième jour de grève, nous sommes interviewés par Radio-Corse ; nous diffusons massivement nos tracts ; une voiture avec micro parcourt la ville, rappelant nos revendications. Nous sortons un nou-

veau tract, associant notre lutte à celle des parents et élèves du CES Finusellu où la sécurité n'est pas respectée. Les gens signent massivement la pétition. Nous sommes soutenus et encouragés. Toujours rien de nouveau du côté de la mairie !

Les camarades s'impatientent, veulent aller plus loin et nous décidons en assemblée générale de bloquer la passerelle du bateau Provence partant sur Marseille ; cette occupation symbolique nous apporte la solidarité des marins. Nous sommes au 5e jour de grève, le bivouac est bien organisé, le maire de retour d'un voyage refuse de nous recevoir. En assemblée générale, nous décidons d'intervenir par tracts, pétitions, prises de parole à la soirée Thierry Le Luron. Très bon accueil de la part des spectateurs, sauf deux personnes le maire et le préfet qui sont dans la salle !

MOUSSE ANTI-INCENDIE ET GRANDE ECHELLE

Toujours aucune négociation ; nous décidons, le mercredi 7 février, à 8 heures du matin, la mise en place des générateurs à mousse. Le hall, la cour et les abords de la mairie sont noyés sous un mètre de mousse anti-incendie. Notre action est très vite connue ; des dizaines de personnes se pressent autour de nous. A dix heures, nous apercevons le maire à une fenêtre, nous l'interpellons au porte-voix, nous dressons la grande échelle à la hauteur de sa fenêtre. Nous mettons en action toutes les sirènes des véhicules. Nous avons créé le rapport

de forces ; à 11 heures, notre délégation est reçue par le maire et le conseil municipal ; en compromis, nous déplaçons les tentes, nous plaçons les véhicules en position de départ. La négociation se termine à notre avantage, le protocole d'accord stipule que les effectifs seront portés de 29 à 44 en juin 1979, que tous les auxiliaires seront titularisés et que, d'ici janvier 1980, l'effectif sera de 50.

CES ACTIONS ONT PAYÉ

Notre action, notre lutte ont payé. Nous étions tous grévistes, tous décidés à faire aboutir nos revendications. Il y avait dans la grève l'unité des syndicalistes CFDT et CGT et des non-syndiqués. Cette victoire vient après deux ans de luttes difficiles où nous nous sommes organisés contre le commandement répressif caporaliste et les conditions de travail déplorables.

Notre lutte a renforcé notre cohésion car dans le travail nous étions divisés en deux équipes qui ne se voyaient presque jamais ; nous comptons d'ailleurs à présent mélanger les deux équipes pour garder cette unité entre nous. Elle nous servira pour l'avenir. Notre action sur le terrain a fait céder la municipalité, elle peut servir d'exemple aux autres employés communaux, dont 600 sont auxiliaires et pour qui cette mairie RPR bonapartiste paraissait inébranlable. Notre lutte est à lier aussi avec celle des pompiers du continent, en particulier ceux de Lyon, Bretagne, Grenoble, où la répression a frappé à chaque fois ; nos revendications sur le plan global (réduction du temps de travail, récupération, retraite, service hors tour) ne sont pas encore satisfaites, des luttes importantes sont à prévoir chez nous.

Conférence à Marseille de Maurice Schuman

« L'intervention chinoise au Vietnam n'a d'autre but que d'imposer une négociation »

LUNDI dernier, Maurice Schuman, ancien ministre des Affaires étrangères, membre de l'Académie française, a prononcé une importante conférence au Palais de la Bourse à Marseille, sous les auspices de l'Alliance française. Devant un auditoire qui débordait largement la salle, l'orateur a révélé l'essentiel de l'entretien que lui avait accordé le président Mao Zedong en 1972. Le sujet de son discours était d'ailleurs : « Pékin, face à Moscou - mon entretien avec Mao Zedong ».

Abordant d'abord une analyse de l'histoire depuis 1945, l'académicien mit en évidence l'émergence des deux superpuissances, USA et URSS, et révéla qu'à une allusion faite par lui à la « détente », Mao Zedong avait vivement réagi, lui expliquant que « la détente, c'était la Chine et que s'il n'y avait pas un million de soldats chinois à la frontière chinoise, la « détente » en Europe n'existerait pas longtemps. Après avoir évoqué la stratégie de Staline à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, Mao aurait déclaré en substance : « Vous avez été les premiers punis, vous les Occidentaux, de votre politique ». Il concernait par cette affirmation la politique visant à détourner l'agressivité de Hitler sur l'URSS et l'esprit de conciliation avec le monstre nazi.

Maurice Schuman fit aussi une analyse pertinente de la politique intérieure de la Chine, démontrant que la bande des Quatre tournait le dos à l'industrialisation et donc à la possibilité d'éduquer une armée susceptible de défendre avec succès les frontières nationales. Il affirma que la Chine est la politique voulue par Zhou Enlai, mais sur laquelle Mao Zedong

n'avait pas eu le temps ni la force de trancher, il avait 80 ans et souffrait de l'influence de sa femme. Mais il souligna que cette politique n'avait pas été formellement condamnée par Mao et que la politique internationale qu'il préconisait impliquait automatiquement cette politique intérieure, seule de nature à permettre la résistance de la Chine à l'agressivité de l'URSS.

LA CHINE N'A PAS D'AMBITION TERRITORIALE

Sur la situation actuelle au Vietnam, (ce jour-là le retrait unilatéral chinois n'était pas encore connu à Marseille), l'orateur exposa que la Chine n'avait pas d'ambition territoriale, mais voulait contraindre le Vietnam à la négociation en dehors de l'URSS, tout en exerçant une pression en faveur du retrait des forces militaires vietnamiennes du Cambodge.

Si Maurice Schuman, sénateur RPR, fit un certain nombre de remarques avec lesquelles nous ne pouvons être d'accord, il est à noter cependant que sa position sur l'essentiel va dans le même sens que celui pour lequel nous luttons sur le plan international. Sa sympathie pour la Chine et

pour ses dirigeants, comme Mao Zedong et Zhou Enlai, était si évidente, qu'il crut nécessaire de s'en démarquer quelque peu en révélant que l'espion Pasqualini aurait été libéré sur demande expresse du général De Gaulle. Et Maurice Schuman donna lecture de quelques lignes de l'ouvrage depuis lors publié par l'intéressé, après son retour en France. Ce qui lui permit de conclure que le modèle chinois n'est pas acceptable pour les Français, précaution sans doute bien inutile quand on sait que les camarades chinois eux-mêmes n'entendent absolument pas imposer la Chine à quelque pays ou peuple que ce soit comme modèle à suivre.

LA TROISIEME GUERRE MONDIALE

Paraphrasant Giraudoux, Maurice Schuman termina sa conférence en proclamant : « La troisième guerre mondiale n'aura pas lieu ».

S'il est bien évident que nous formulons le même souhait et que nous sommes opposés à toute guerre impérialiste, nous analysons la situation de façon différente à partir des principes définis par Lénine et considérons qu'aussi longtemps qu'existera dans le monde une puissance impérialiste, la guerre restera menaçante et même inévitabile.

Les idées exprimées par Maurice Schuman n'en ont pas moins été intéressantes, ont manifesté une réelle amitié envers la République populaire de Chine et son peuple, et nous nous en réjouissons sincèrement. Michel VIVANT

35 e Congrès de l'Union départementale CGT des Pyrénées-Atlantiques

Une condamnation de la Chine

LORS du 35e congrès de l'union départementale de la CGT, regroupant tous les syndicats du département des Pyrénées-Atlantiques, les 1er et 2 mars, un militant CGT, membre de l'union locale de Bayonne, membre du PCF, se présentant pour les élections cantonales 1979, Dessez, demanda à ce que le congrès se prononce sur le conflit sino-vietnamien.

Cette question fut posée au début du congrès et le président enregistra cette requête.

Un camarade et moi-même, militants de la CGT, attendions vivement cette discussion afin de pouvoir intervenir pour expliquer

notre point de vue sur l'action chinoise.

Le premier jour se déroula et rien ne fut abordé à ce sujet, le deuxième jour idem.

Comme ce congrès devait normalement se dérouler dans un esprit démocratique nous pensions que cette question allait être abordée avec l'ensemble de nos camarades présents au congrès.

C'est alors que dans le discours de clôture du congrès, le secrétaire régional de la CGT fit passer, au lieu de son discours sur les nombreuses actions et luttes des travailleurs, la condamnation de l'agression chinoise : « La CGT s'est toujours prononcée contre tout

conflit armé, elle se doit de condamner la Chine dans son agression contre le Vietnam ».

Mon camarade et moi-même furent écœurés de la décision d'une personne de condamner la Chine sans avoir laissé à quiconque le temps de s'exprimer ni de faire une analyse réelle du conflit sino-vietnamien. Nous étions aussi choqués de le voir condamner la Chine alors qu'il ne condamnait pas le Vietnam et son agression sur le Cambodge (il est vrai que le secrétaire est membre du PCF).

C'est ainsi qu'il prit une position alors que personne n'a pu s'exprimer.

Un militant CGT

Miramas

Conférence de presse-débat sur le «contrat d'entreprise» SNCF

A l'initiative des sept syndicats de cheminots de Miramas, s'est tenue le 5 mars 1979 une conférence de presse-débat sur le contrat d'entreprise que la SNCF veut mettre en place.

Un représentant des organisations syndicales a d'abord présenté ce contrat d'entreprise fait « pour permettre la mise en place de fait et en douceur du plan Guillaumat en 1982 ».

Il se traduirait par la suppression de 3 900 gares sur 5 400, la fermeture de nombreux ateliers et dépôts, la disparition de 14 000 km de lignes sur 34 000, la suppression de 30 000 cheminots (dont 10 000 dans les Bouches-du-Rhône), l'augmentation des tarifs.

Dans le débat, plusieurs personnes, notamment un représentant du *Rail rouge*, journal cheminot local du PCML, ont demandé si d'autres sections que la grève de 24 heures du 7 mars 1979 étaient envisagées.

Les responsables de la CGT ont répondu qu'on n'était pas là pour discuter de ça mais du contenu du contrat d'entreprise.

Tandis que le maire (PCF) de Miramas nous expliquait que se battre pour la défense de la SNCF c'était se battre pour l'indépendance nationale, contre le déclin de la France; nous expliquait aussi que ce contrat d'entreprise était une tentative « d'harmonisation » des chemins de fer européens.

Lorsque quelqu'un dans la salle a innocemment soulevé l'idée d'une occupation des voies par les usagers et les cheminots le jour de la grève, les responsables de la CGT lui ont expliqué que c'était illégal, qu'ils n'avaient pas envie d'avoir un procès sur le dos!

A l'initiative de militants de la CFDT, il a tout de même été décidé de créer un comité d'usagers sur Miramas (mais tout n'est pas très clair, les représentants du PCF voulant faire un « comité de défense de la SNCF » regroupant « plus que les usagers »; par exemple, les petits patrons qui expédient des marchandises par le train).

Affaire à suivre.

Correspondant local.

**Centre d'études de Saclay
Solidaires contre les licenciements**

L ES sections syndicales CGT, CFDT, CGT-FO, CGC du centre d'études nucléaires de Saclay (Essonnes) ont organisé une collecte de soutien aux travailleurs en lutte contre les licen-

Avec le Parti

ciements. La somme collectée aux trois cantines (5 940 F) sera versée pour moitié aux sidérurgistes en lutte et pour moitié aux travailleurs de la SFP.

Correspondant HR.

Comportement des soldats chinois au Vietnam

«Il y a de quoi être étonné»

C' EST la première fois que je vois la population se comporter comme avec des amis avec une armée qui occupe un pays.

C'est ainsi que se terminait une discussion avec un collègue de travail qui me racontait la diffusion sur la télévision allemande une émission montrant l'attitude des armées chinoises lors de sa contre-attaque. Il y a en effet de quoi être étonné quand on voit les soldats chinois réparer les toits des maisons détruits par les tirs de roquettes, soigner des blessés vietnamiens, donner à manger à la population, ou ce soldat chinois qui apporte sa gamelle à une vieille aveugle.

Mais ce qui est encore plus étrange, selon les dires de mon collègue, c'est de voir les populations vietnamiennes discuter avec les soldats chinois. Ainsi, après avoir gagné sur le plan militaire, l'Armée populaire de libération a aussi remporté une grande bataille sur le plan idéologique. Cette attitude et le langage de la vérité qu'ont tenu le gouvernement chinois et l'Armée populaire ont permis aux révolutionnaires de faire passer à un stade supérieur les explications sur les dangers de guerre. C'est une immense contribution à la paix mondiale.

Correspondant Strasbourg

Saint-Foy lès Lyon (Rhône)

Opération «école déserte»

C ONTRE le blocage d'un poste à la Gravière aujourd'hui opération école déserte. A peine 10 % des élèves présents, les parents ont gardé les enfants. Préparation de la manifestation de l'après-midi devant l'inspection académique entre parents et enseignants. A la Gravière, les différents syndicats d'enseignants et deux fédérations de parents se sont regroupés pour lutter ensemble contre le blocage d'un poste à la rentrée 1979. 415 élèves prévus bloqués à 411 par l'inspection académique. Partout des fermetures, partout des blocages en dessous des normes (combien d'enseignants sans poste?) La plupart des créations sont rejetées. Une riposte dans l'unité s'impose. L'action continue, seule la lutte paiera. N'acceptons pas la rentrée scolaire dans de telles conditions. Refusons de former de futurs chômeurs. Refusons un renforcement de la sélection par l'augmentation des effectifs. Restons mobilisés. Seule une action dure, longue, d'ampleur nationale pourra faire céder le pouvoir!

Les enseignants sont frappés par le chômage au même titre que tous les travailleurs! Du travail pour tous! Non à l'école du chômage!

Communiqué de presse des fédérations de parents, du SNI, syndicat des instituteurs PEGC, du SGEN-CFDT et des non-syndiqués de l'école de la Gravière.

300 à 400 parents étaient présents à la manifestation devant l'inspection académique. Une délégation s'est vue annoncer trois blocages de postes supplémentaires. D'autres opérations « écoles désertes » ont eu lieu dans le département.

Marée Noire: l'an après... les INDEMNITES tardent mais pas la REPRESSION



BREST le 9 Mars PROCES de 2 Militants
pour incitation de militaires à la désobéissance par tracts

SOLIDARITE

Parti Communiste Marxiste Léniniste

Les militants du PCML solidaires contre la répression (Photo correspondant HR Brest)

BLOC-NOTES

CHELLES (région parisienne)
« La situation en Asie du Sud-Est »

Une réunion-débat portant sur l'agression vietnamienne au Cambodge, le conflit frontalier sino-vietnamien, les dangers de la troisième guerre mondiale.

Cette réunion-débat organisé par la cellule Pierre Overney de Chelles et de ses environs aura lieu le vendredi 9 mars à 20 h 30 à la salle J. Moulin de Chelles.

Le PCML vient d'éditionner une nouvelle brochure

BOSSIERS

3F

LE CONFLIT SINO-VIETNAMIEN

Passez vos commandes



Sommaire :

- Une longue série de provocations.
- De la longue patience... à la riposte.
- Que veulent les dirigeants vietnamiens.
- L'Humanité et la riposte chinoise.
- « Une riposte limitée » (déclaration du PCML).

Annexes :

- Le conflit sino-indien de 1962.
- Témoignages.

L'Humanité rouge bimensuelle est parue



Plusieurs pages sont consacrées à la lutte contre les licenciements dans la sidérurgie. Yannick Dagorn a rencontré un sociologue et un juriste marxistes-léninistes pour faire le point dans un dossier sur les collectivités locales.

Le correspondant de Brest explique qu'un an après la marée noire, l'heure des procès est arrivée.

Annie Brunel, dans un article très documenté, analyse la loi Veil à propos de l'avortement et la contraception. Où en est-on quatre ans après ?

Demandez ce numéro aux militants de l'Humanité rouge de votre connaissance.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

Grève de la Winterthur

La Cellule de la Défense du PCML apporte son soutien

La cellule Louise Michel de la Défense du PCML (Parti communiste marxiste-léniniste) apporte son soutien total aux travailleurs en grève de la Winterthur. Depuis fin 1976, la FFSA, et à sa suite la direction de la Winterthur, s'aligne sur le CNPF pour bloquer les salaires.

En fait, c'est le plan d'austérité de Giscard-Barre qui est ainsi appliqué afin de préserver les profits patronaux dans une situation de crise du capitalisme. Ailleurs, dans la sidérurgie, la Navale, etc., l'austérité, c'est le chômage et les licenciements massifs. Dans les assurances, c'est le blocage des salaires et la diminution d'effectifs.

Mais les travailleurs ne sont pas responsables de

la crise, ils n'ont pas à faire les frais des solutions permettant de développer les profits des patrons. Les licenciements, le chômage, la baisse du pouvoir d'achat ne sont pas une fatalité devant laquelle nous serions impuissants.

Pour faire reculer la direction de la Winterthur et la FFSA, vous avez choisi la seule issue : c'est la lutte unie et résolue!

- Winterthur, UAP, GAN, solidarité!
- Contre l'austérité, c'est tous ensemble qu'il faut frapper!

Jeudi 1er mars 1979

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druvone
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979



Juin 1978 : des médecins nantais progressistes en grève pour faire appliquer la loi Veil



Hommes et femmes, jeunes et moins jeunes au coude à coude dans une manifestation pour la contraception et l'avortement. Une lutte qui concerne tous les travailleurs

Liberté de l'avortement et de la contraception

Un droit que les femmes doivent étendre

En cette année 1979, les femmes sont attaquées sur deux fronts par le gouvernement. Elles sont menacées dans leur emploi et dans leur droit à la contraception. Sur cette question, l'échéance est connue puisque c'est à sa session d'automne que le Parlement aura à se prononcer sur le bilan de la loi Veil. En effet, la loi qui autorise l'avortement et instaure l'ouverture de centres d'IVG (interruption volontaire de grossesse) dans les hôpitaux n'a été votée que pour cinq ans. Les femmes, depuis plusieurs années, se sont battues pour la contraception. Ce sont leurs luttes qui ont obligé le gouvernement à voter cette loi sur l'avortement. Elle est encore incomplète puisque l'avortement n'est pas un acte médical normal, donc non-remboursé, et que des catégories de femmes (mineures et immigrées) n'y ont pas totalement droit. Elle se heurte aussi à de nombreuses difficultés d'application du fait, en partie, du refus des médecins à ouvrir des centres et à pratiquer les interruptions de grossesse.

La lutte a donc redémarré. Une première manifestation a eu lieu à Paris en janvier et une plate-forme pour cette campagne est discutée par les groupes femmes et les organisations. C'est par une large mobilisation que les femmes peuvent obtenir l'amélioration de la loi et son application.

Le rôle des médecins dans cette question qui touche en premier les femmes n'est pas négligeable puisque, jusqu'à présent, ce sont eux les principaux informateurs pour la contraception. C'est aussi à eux que la loi donne le rôle de décision pour l'ouverture des centres d'IVG. Dans toutes ces démarches, c'est à eux que les femmes sont confrontées. C'est pourquoi nous publions aujourd'hui le témoignage d'un médecin marxiste-léniniste qui nous explique les réactions du corps médical et son évolution.

Dans leurs démarches, c'est aux médecins que les femmes se trouvent confrontées

Comment réagit le corps médical, c'est ce que nous révèle un médecin

Dans les problèmes de l'application de la loi Veil, il y a celui du rôle du médecin par rapport à la demande de la femme. C'est un problème qui n'est pas très facile, celui du pouvoir de décision du médecin.

Tout d'abord, il y a tout une

procédure pour la demande d'interruption de grossesse, qui consiste à séparer la première consultation de l'interruption de grossesse elle-même d'une période qui est légalement, je crois, de huit jours. Un délai de réflexion. Il y a dans la loi

l'obligation au médecin qui voit la femme, pour la première fois de lui faire part de son acceptation ou de son refus de faire l'interruption.

L'AMBIGUÏTÉ DE L'ENTRETIEN PRÉALABLE

Sur la nécessité imposée par la loi, d'un entretien à caractère psychologique et social avec le médecin, il était prévu que cet entretien ait lieu avec un personnel spécialisé, psychologue, conseiller familial ou conjugal, et éventuellement psychiatre. Cet entretien peut être ressenti par la femme, et il l'est souvent, comme une attitude en définitive paternaliste et dissuasive.

Le temps de réflexion, en soi ce n'est pas un drame, si les gens savent que l'interruption sera faite, dans un certain nombre de cas, il est même tout à fait possible que certains couples puissent revenir sur leur décision.

Actuellement ce qui fait la difficulté, c'est la réticence du corps médical qui pousse à des attitudes dissuasives. C'est ce qui explique la méfiance. Mais le fait qu'il y ait une entrevue en soi, n'est pas condamnable, correcte, dans le cadre de rapports de confiance entre le médecin, psychologue ou conseiller et la femme ou le couple. Ça peut être tout à fait salutaire.

LES DIFFICULTÉS DES MÉDECINS À ACCEPTER L'AVORTEMENT

Il y a un certain nombre de médecins qui sur le principe même sont d'accord de faire des interruptions de grossesse, mais c'est une activité thérapeutique qui n'est pas grati-

fiant pour eux. Et parmi les médecins qui sont d'accord, il y en a un certain nombre — c'est un phénomène que j'ai bien connu, quand la loi s'est mise en application — qui, quand il a fallu passer à l'acte... C'est un peu difficile de faire à la suite cinq interruptions de grossesse. On n'est pas habitué à ça, ce n'est pas notre travail. Le rôle traditionnel du médecin, c'est tout à fait gratifiant, c'est le sauveur, c'est celui qui apporte la santé, alors qu'ici, c'est une démarche thérapeutique nouvelle.

Et puis l'acte d'interrompre une grossesse, c'est un acte tout à fait opposé à ce qui nous a été enseigné, ce à quoi on a été formé. Voilà pourquoi c'était une source de résistance.

S'APPUYER SUR LE COURANT HONNÊTE

Un courant qui me paraît de plus en plus important s'instaure parmi les médecins qui sont des gens honnêtes et qui se posent les problèmes de façon un peu nouvelle. Ce sont des alliés ils sont d'accord ça ne veut pas dire qu'ils sont toujours très zélés, qu'ils vont se mettre en avant, mais ils sont prêts à aider et ça me paraît plus intéressant que des solutions de contrainte, illusoires, comme si les travailleurs avaient la possibilité de contrôler une couche sociale...

LES MÉDECINS ET LA CONTRACEPTION

Le corps médical au début, par l'intermédiaire du Conseil de l'ordre, était hostile à prendre en charge la contraception. Il considérait très officiellement que la contraception ne regardait pas

l'activité médicale qu'elle ne les concernait pas.

Il y eut pendant un certain temps une attitude d'hostilité franche ou de désintérêt envers la contraception. Ce qui veut dire précisément que les médecins jusqu'à une époque très récente étaient très peu formés à ce problème. On se formait sur le tas et dans des conditions pas satisfaisantes.

Et puis il y a eu la discussion sur la loi Veil. Résistance du corps médical, là encore, opposition officielle du Conseil de l'ordre... La loi Veil est votée. Alors les médecins ont pris en charge la contraception de façon plus sérieuse. Au maximum, certains opposants farouches de l'avortement se sont fait zélateurs de la contraception. Ce n'est pas forcément une bonne chose.

Actuellement, un courant assez fort de plus en plus généralisé dans le corps médical vise à se pencher sérieusement sur ce problème. Mais actuellement, on vit encore sur un fond de résistance et d'hostilité qui se marque par des déclarations quotidiennes sur la contraception, sur sa signification, sur ses implications démographiques, sur ses conséquences sanitaires, qui ne sont pas bonnes et qui sont en définitive un frein à sa bonne mise en route, à sa bonne application.

Dans la contraception, il y a un certain nombre de risques, c'est vrai mais le positif l'emporte de beaucoup sur le négatif, et on ne se pose pas le problème en ces termes. On met souvent en avant un certain nombre de risques qui sont hypothétiques qui peuvent parfois se produire, mais qui font obstacle à la bonne mise en route de la contraception qui elle globalement est positive, on le sait bien.